



## **CONTRIBUTION DES FEDERATIONS D'ELD EN TANT QUE FOURNISSEUR**

**à la consultation publique N°2017-005 du 4 mai 2017 sur la rémunération des prestations de gestion de clientèle effectuées par les fournisseurs pour le compte des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité auprès des clients en contrat unique**

Les fédérations des ELD ne voient pas d'inconvénient à rendre publique cette contribution.

### **Question n°1 :**

Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?

Les fédérations des ELD partagent l'objectif d'un niveau de rémunération basé sur la notion de fournisseur normalement efficace, capé par les coûts évités du GRD.

Cependant, nous trouvons dommage que les conclusions de l'étude ne soient basées que sur les fournisseurs de grande taille. Or, la structure de coûts des fournisseurs de moindre taille est différente, avec une mutualisation moins forte.

### **Question n°2 :**

Etes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché « d'affaires » et marché « de masse », en électricité et en gaz) qui correspondrait aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20 % de part de marché dans une énergie ?

Les fédérations des ELD sont favorables à une rémunération unique par couple marché/énergie. Par contre, prendre en référence un fournisseur alternatif disposant de 20% de part de marché dans une énergie ne peut être représentatif de la situation des ELD, comme d'ailleurs celle des fournisseurs nouveaux entrants de manière générale.

**Question n°3 :**

Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?

Nous ne comprenons pas pourquoi la rémunération de référence sur le marché de masse en électricité est inférieure à celle en gaz. Sur le périmètre facturation et recouvrement, la charge à couvrir nous paraît très similaire, mais en revanche, les prestations de gestion du contrat d'acheminement sont plus importantes en électricité qu'en gaz, en atteste par exemple l'optimisation régulière des contrats en électricité qui n'existe pas en gaz.

Un alignement de la rémunération de la prestation en électricité sur celle du gaz nous semble nécessaire.

**Question n°4 :**

La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ?  
Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?

Les fédérations des ELD sont en phase pour délimiter le périmètre historique aux TRV. Cependant, elles notent que la réalité spécifique des ELD n'a pas été prise en compte dans l'analyse de ce périmètre qui prend en référence les coûts d'EDF et ENGIE.

**Question n°5 :**

Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre « historique », telle que proposée par la CRE ?

La réduction de 80% sur la rémunération, proposée à titre transitoire, ne repose, de notre point de vue, sur aucune réalité factuelle dans la gestion des contrats historiques par les ELD. Au contraire, elles considèrent avoir une gestion toute aussi active de leur clientèle souscrivant un contrat de type TRV que peut l'avoir un fournisseur alternatif, sachant par ailleurs qu'elles n'exercent aucun filtre dans la prise de clients (pas de recherche des « bons clients ») et doivent assumer leurs obligations de service public contenues dans leur délégation de service public, contrairement aux fournisseurs alternatifs pour ses propres contrats.

Les fédérations des ELD ne considèrent donc pas pertinente cette réduction.

Si celle-ci devait être conservée, il conviendra de prendre en compte dans le calcul par empilement du Tarif bleu, le double effet de l'augmentation de la part acheminement (pour 4,6 €/contrat) et de la baisse des coûts de commercialisation du fournisseur historique (pour 4,1 €/contrat), et donc d'intégrer 0,5 €/contrat/an dans le prix du tarif bleu afin d'assurer la neutralité du dispositif pour le fournisseur historique.

**Question n°6 :**

Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1er janvier 2018 ?

Avec une construction tarifaire par empilement de l'ensemble des éléments, une absence de rémunération peut être justifiée.

**Question n°7 :**

Etes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1er janvier 2018 ?

Les fédérations des ELD sont surprises par le raisonnement qui aboutit à un abattement de 90% pour la période antérieure au 1er janvier 2018 : un fournisseur alternatif ne pouvait ni anticiper ces éléments de rémunération qui n'avaient pas été publiquement exposés, ni, au regard du modèle pré-existant pour la société Direct Energie, anticiper le fait que ceux-ci provoqueraient une hausse du tarif d'acheminement.

**Question n°8 :**

Etes-vous favorable au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité ?

Les fédérations des ELD considèrent le traitement tarifaire proposé dans le Turpe justifié, et le mode de calcul adapté.

Cependant, la rémunération du fournisseur historique prévue au 3.3.2 étant inférieure à la valeur du coefficient  $R_f$ , cela amène à une perte de marge. Il est donc demandé à ce que le prix du Tarif Bleu prenne en compte cette différence.

Cela étant, les fédérations des ELD s'interrogent sur la baisse significative de la composante de gestion pour les contrats CARD-S HTA qui passe de 724,68 € pour le TURPE 4 à 325,4 € dans le projet en consultation. A titre de comparaison, cette même composante pour les contrats CART-S s'élève à 8508,5 €. Or, il n'existe pas dans les contrats CARD-S et CART-S de différences significatives qui puissent justifier un tel écart de coût : les structures tarifaires sont comparables, la facturation est mensuelle, les GRD et GRT ont des obligations identiques en matière de conseil tarifaire et de bilan. Par ailleurs, les coûts fixes (logiciels de facturation, d'optimisation tarifaire,...) sont amortis sur sensiblement le même nombre de contrats CARD-S et CART-S (entre 2500 et 3000).

**Question n°9 :**

Etes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?

Sans avis.

**Question n°10 :**

Etes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1er janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?

Sans avis.

**Question n°11 :**

Etes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?

Sans avis.

**Question n°12 :**

Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?

Sans avis.